

LE ROLE DE L'EDUCATION

A l'évidence, aussi bien pour des raisons pratiques que pour des motifs moins facilement défendables, les systèmes d'éducation partout au Canada comportent toujours de très graves lacunes dans leur programme d'enseignement de la langue seconde. Nous savons également que la formation linguistique des adultes, telle que pratiquée par le gouvernement du Canada et d'autres, ne peut très souvent donner les résultats escomptés même si les étudiants sont très motivés.

Si ces conclusions sont exactes - et l'important est que bon nombre de Canadiens en sont convaincus - elles expliquent pour une bonne part les attitudes actuelles et les résistances manifestes à l'expansion du bilinguisme. La plupart des Canadiens ne sont ni étroits d'esprit, ni remplis de préjugés. Tout simplement, ils sont inquiets parce qu'ils croient que leur avenir tient à des attitudes qu'ils estiment ne pas avoir pour la plupart.

L'éducation constitue un moyen privilégié d'atteindre cet objectif.

Il a été souvent répété, sans toujours que les anglophones le croient, que même après l'adoption de la loi 101, le Québec fournit toujours à sa minorité anglophone plus de garanties éducationnelles que n'offrent les autres provinces à leurs concitoyens francophones. Pourtant, c'est effectivement le cas et, plus vite on prendra les mesures correctives qui s'imposent par la voie de garanties constitutionnelles et par l'adoption de politiques réalistes, plus vite on éliminera l'un des principaux et des plus légitimes griefs des francophones.

L'éducation, et la compréhension accrue qui en découle, est la seule solution de rechange à la mentalité d'assiégé, au concept des "deux nations" et au séparatisme. Ceux qui plaident ces dernières solutions ne comprennent pas, pour la plupart, qu'il en résulterait non pas une mais deux sociétés hermétiques, sinon plusieurs, car d'autres régions, bien qu'anglophones, pourraient chercher à ériger leurs propres barrières afin de protéger des caractéristiques ou des avantages qu'elles jugent importants.

Le fédéralisme canadien est soit tout à fait ouvert, soit, en fin de compte, réduit à néant. La diversité à laquelle les régions attachent tant de prix ne peut être garantie que dans un climat d'ouverture et grâce à des politiques et des approches qui encouragent et alimentent le régionalisme, y compris en matière linguistique, tout en les soumettant à l'épreuve de la pertinence et de la valeur.